

MARTINE HOSSELET-HERBIGNAT

Le droit élémentaire de se nourrir est loin d'être assuré à tous aujourd'hui. Des millions d'êtres humains souffrent encore de manière chronique de la faim et de la malnutrition, alors qu'au même moment, à l'échelle de la planète, un tiers des aliments produits pour la consommation humaine est perdu ou gaspillé. Ces pertes concernent, selon la FAO, environ 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires par an. Des terres fertiles sont détournées de leur usage : accaparées par des sociétés multinationales, elles sont exploitées pour fournir des bio-carburants à la place des cultures vivrières capables de répondre aux besoins alimentaires des populations locales. Par ailleurs, « *Au-delà de sa survie biologique, se nourrir permet de s'affirmer en tant que membre de la société. En se nourrissant, la personne s'oblige à des relations sociales et peut adhérer à la culture de la société dont elle fait partie.* » Ainsi se conclut une étude récente conduite en France avec des personnes vivant dans la précarité et la grande pauvreté<sup>1</sup>.

Ce dossier cherche à faire entendre la voix de tous ceux qui sont concernés : les populations qui souffrent de la faim, les agriculteurs et leurs organisations, les organisations internationales compétentes, les experts universitaires et les militants qui travaillent sur ces terrains, incluant aussi un regard historique, tant la faim a toujours été une compagne de l'humanité à travers les siècles.

Des participants à une Université populaire Quart Monde d'Europe, pour lesquels nourrir sa famille est un combat quotidien, insistent sur l'importance de pouvoir choisir son alimentation, car c'est retrouver une partie de sa liberté et de sa dignité. La diversité et l'inventivité des solutions trouvées par ces familles pour éviter l'aide alimentaire ou s'en affranchir progressivement force le respect. La même détermination s'exprime tant en zone urbaine que rurale, en Europe, en Haïti, au Laos, au Guatemala, en Inde, et ailleurs.

Explorées aujourd'hui par des organisations internationales – comme OXFAM et la FIMARC – et par leurs partenaires locaux, sur tous les continents, des voies d'avenir se dégagent, s'orientant principalement vers des solutions telles que la souveraineté alimentaire et une agriculture écologique. Les fédérations d'associations locales travaillent pour aider leurs gouvernements et les institutions internationales à adopter de nouvelles politiques, plus efficaces et plus favorables aux pauvres. En effet, sans garanties solides, d'ordre législatif et politique, le risque d'insécurité ou de discrimination persistera. Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres en matière de défense des droits des plus faibles, la vigilance reste, elle aussi, à cultiver. ■

1. Se nourrir lorsqu'on est pauvre, voir l'article page 4.